

<https://www.pressegauche.org/Cri-du-coeur-de-jeunes-syndicalistes-pour-les-familles-du-Quebec>



# Cri du coeur de jeunes syndicalistes pour les familles du Québec

- Politique québécoise - Mouvement syndical québécois -



Date de mise en ligne : mardi 19 octobre 2021

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**L'une des plus belles réalisations de la société québécoise est sans nul doute son réseau public de services éducatifs à la petite enfance, en CPE comme en milieu familial. Un réseau étendu à l'ensemble des régions, mais qui demeure encore inaccessible à un trop grand nombre de jeunes familles. Ces parents qui angoissent faute de trouver une place pour leur enfant sont encore trop nombreux au Québec. Ce qui n'a absolument pas de bon sens.**

Ce manque de places en services de garde n'engendre pas que des problèmes individuels pour les parents touchés. Il a également des conséquences sociales sérieuses pour nos jeunes familles. À titre de jeunes syndicalistes, travailleuses et travailleurs et, pour plusieurs d'entre nous, en tant que parents, cette problématique nous tient particulièrement à coeur.

### **Une course à obstacles pour gagner sa vie**

En effet, ce sont généralement des personnes en début de carrière qui ont besoin de services de garde. Une situation professionnelle souvent précaire et faite d'horaires atypiques. Ce qui ne facilite pas les choses lorsqu'on cherche une place en CPE ou en milieu familial.

Faut-il se surprendre que plusieurs jeunes familles se retrouvent coincées dans des situations abracadabrantes et contraignantes : grande distance à parcourir entre le lieu d'emploi et le service de garde, harmonisation presque impossible entre les heures de travail atypiques et les heures d'ouverture des services de garde, etc.? Est-il normal que de jeunes parents doivent jongler avec un tel casse-tête ? Et que dire des personnes monoparentales qui se retrouvent empêtrées dans un pareil dilemme ? Est-ce acceptable ?

### **Encore des femmes pénalisées**

C'est pourtant à ce type de choix injustes que sont confrontées régulièrement de trop nombreuses familles. De plus, toutes les données le démontrent : ce sont souvent les mamans qui finissent par devoir rester à la maison faute d'avoir accès à un service de garde.

Le manque de places en petite enfance va bien au-delà du problème individuel à résoudre pour les parents. C'est un réel problème de société auquel le gouvernement doit s'attaquer, car il affecte directement l'accessibilité au travail et l'équité en emploi, et ce, particulièrement pour les femmes.

L'importance de cet enjeu de société devient encore plus évidente quand on prend en compte le fait que les femmes occupent en majorité des emplois dans les services publics, des secteurs d'activités qui sont gravement affectés par des pénuries de personnel et des difficultés de recrutement.

### **Une volonté politique nécessaire**

Les effets négatifs du manque de places en services de garde affectent l'ensemble de la société de multiples façons. Il y a près de 25 ans, malgré l'ampleur du défi que cela représentait, le Québec a créé de toutes pièces un modèle de services éducatifs à la petite enfance unique, un réseau public, accessible à toutes et à tous. Cela a été possible parce que le gouvernement du Québec de l'époque avait réellement à coeur les intérêts des tout-petits et des jeunes

## **Cri du coeur de jeunes syndicalistes pour les familles du Québec**

---

familles, particulièrement de ces milliers de femmes qui ne bénéficiaient pas de chances égales d'accéder à l'emploi.

Un quart de siècle plus tard, cette accessibilité à notre réseau public de services éducatifs à la petite enfance présente de graves lacunes. Il ne tient qu'au gouvernement Legault de trouver le courage et la volonté politique de corriger cette situation pour le bien-être de toutes les familles du Québec et de l'ensemble de la société québécoise.

Dany Gravel, président du Comité des jeunes de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ)